

5. Institutions et Vie politique
5.8 Décision d'ester en justice

2023-01

DÉCISION DU MAIRE

Le Maire de la Commune de GRADIGNAN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22 qui donne au Conseil Municipal la possibilité de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, certaines attributions,

Vu l'article L 2122-23 qui en précise les conditions d'exécution,

VU la délibération en date du 25 octobre 2021 reçue en Préfecture de la Gironde le 29 octobre 2021, par laquelle le Conseil Municipal l'a chargé par délégation de prendre les décisions prévues aux termes de l'article sus-visé du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la requête (n° 2300321) déposée par Monsieur Paul SARRAUD devant le Tribunal Administratif de Bordeaux demandant l'annulation de l'arrêté municipal du 20 juillet 2022 n°PA 033 192 22 Z0004 délivré par le Maire de Gradignan accordant un permis d'aménager au profit de la SNC Foncier Conseil sur un terrain sis au 102 Saint François Xavier à Gradignan, et des arrêtés rectificatifs datés du 9 juin 2022 et du 18 août 2022 n° PA 033 192 22 Z0004 rectifiant les erreurs matérielles ainsi que l'annulation du rejet explicite du recours gracieux dirigé contre ces décisions.

DÉCIDE

Article 1 : D'ester en justice afin de présenter la position de la Commune dans cette instance et de charger Maître LAVEISSIERE de la défense de ses intérêts.

Article 2 : Un extrait de la présente décision sera publié sur le site internet de la Ville.
Expédition en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Gironde.

Fait à Gradignan le 02 février 2023



Le Maire,


Michel LABARDIN

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision et,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et de sa publication.